

**PROVINCE DE LUXEMBOURG – ARRONDISSEMENT DE MARCHE EN FAMENNE
COMMUNE DE NASSOGNE**

Du registre aux délibérations du Conseil Communal de cette commune, a été extrait ce qui suit :

SEANCE PUBLIQUE DU 06 novembre 2019

PRESENTS :

MM. Marc Quiryen,

André Blaise, Marcel David, José Dock, Marie-Alice Pekel,

Florence Arrestier,

Vincent Peremans, Philippe Lefèbvre, Christine Breda, Véronique

Burnotte, Bruno Huberty, Jean-François Culoz, Jérémy Collard,

Lynda Profin, Johanna Colmant, Charline Kinet, Sophie Pierard

Charles Quiryen

Bourgmestre – Président

Echevins ;

Présidente du CPAS

Conseillers ;

Directeur Général,

Objet : Redevance pour occupation du domaine public et privé communal

LE CONSEIL, en séance publique, après discussion,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, article L1122-30,

Vu le Décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la Loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu les dispositions du Code civil, judiciaire et de toutes autres législations applicables aux créances impayées ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020 ;

Vu la nécessité de réduire l'occupation du domaine public ou privé communal par des personnes physiques et morales dans un but privé et/ou commercial ;

Attendu que l'occupation du domaine public, et notamment les voiries et les trottoirs, induit des problèmes de circulation et de sécurité pour les véhicules et les piétons ;

Vu la légitimité de soumettre l'occupation du domaine public communal à une contribution financière ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 22 octobre 2019 conformément à l'article L1124-40, §1^{er}, 3^o et 4^o du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 04 novembre et joint en annexe ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE, à l'unanimité,

Article 1

Il est établi pour les exercices de 2020 à 2025, une redevance pour l'occupation du domaine public ou privé communal en vue de la vente aux particuliers. Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats accessibles au public.

Sont exonérés de la redevance :

- les occupations par un objet d'utilité publique,
- les occupations par les comités des fêtes officiels de la Commune, les comités de quartiers, l'office du tourisme communal, les entités subsidiées par la commune et les événements caritatifs.

Article 2

Le taux de la redevance est fixé uniformément quel que soit l'endroit ressortissant au domaine public ou privé communal à un forfait de 20 euros par mètre carré de surface occupée pendant la période du 01 avril au 31 octobre, soumis à autorisation préalable.

Article 3

La redevance est due par la personne physique ou morale qui exerce l'occupation.

Article 4

Une facture sera émise par l'Administration communale et payable dans les 30 jours calendrier de la réception. En cas de réclamation, celle-ci doit être faite par écrit auprès du Collège Communal dans les 30 jours calendrier de la date d'envoi de la facture. Le courrier présente un exposé des faits à l'origine de la réclamation.

Un accusé de réception sera envoyé par le Collège communal dans les 8 jours calendrier de la réception de la réclamation.

La décision du Collège Communal sera notifiée dans les 6 mois de la réception par envoi simple.

Article 5

A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, dans le cadre du recouvrement amiable, un rappel par envoi simple sera envoyé au redevable sans frais.

À l'issue de ce rappel, en cas de non-paiement dans les 15 jours calendrier, conformément à l'article L 1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé.

Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 euros. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

A défaut de paiement et pour autant que la créance soit certaine, liquide et exigible, des poursuites seront entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Directeur financier sur base d'une contrainte non fiscale rendue exécutoire par le Collège. La signification de cette contrainte par exploit d'huissier interrompt la prescription.

Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du redevable.

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1^{er} du C.D.L.D.

Article 6 :

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7

La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

Par le Conseil,

Le Directeur Général,
(s) Ch. QUIRYNEN

Le Bourgmestre
(s) M. QUIRYNEN

Pour expédition conforme :

Le Directeur Général,

Le Bourgmestre

Ch. QUIRYNEN



M. QUIRYNEN